

N° 693₂

13 Nov. 2013
Notre courriel :
ufc@cgt-fapt.fr

FLASH
CADRES



FLASH
CADRES

Exigence d'un syndicalisme CGT dans la période

Plusieurs mouvements hétéroclites se font jour et ce sont leurs contradictions et les impasses dans les quelles ils s'enferment qui doivent nous rappeler que l'efficacité du syndicalisme se mesure d'abord dans l'entreprise. Au-delà des différences de traitement médiatique entre la manifestation des « bonnets rouges » à Quimper, et le formidable rassemblement de Roanne pour lutter contre la criminalisation de l'action syndicale, il ne faut pas occulter l'absence de réelle démarche unitaire au sujet de l'emploi.

Actuellement, à l'échelle du pays, il y a 10 plans sociaux et 1 000 chômeurs de plus par jour en France ! 70% des salariés français, et autant de cadres, estiment que les conditions pour bien faire leur travail ne sont pas réunies. Ce climat très tendu, parfois explosif est aussi ressenti chez les cadres. Ainsi, la campagne CGT bâtie sur 4 piliers : salaires, emploi, protection sociale et service public démontre toute sa pertinence.

En effet, le concept de « *ras-le-bol fiscal* » se nourrit d'abord d'un blocage quasi généralisé des salaires. L'analyse de la CGT sur ce point, est que la première mesure d'urgence est bien d'augmenter TOUS les salaires et ne pas se laisser déborder par une approche qui se résignerait à l'écrasement des grilles. Ce serait mettre en danger la reconnaissance des qualifications, le droit à la carrière et à terme, la conception de la négociation collective des salaires.

Dans un contexte où l'individualisme et le populisme rivalisent d'imagination pour cristalliser toute expression du mécontentement, la CGT est dépositaire d'une double exigence, celle d'œuvrer à l'organisation des salariés et des cadres sur le lieu de travail pour exprimer leurs revendications et donner vie à toutes les solidarités, mais aussi et surtout, à partir de ses propositions, faire grandir l'idée que d'autres choix sont possibles dans l'entreprise et pour la société.

Vers le Progrès
Social ...



Orientations
CGT

Branche Poste

C'est pas moi, c'est eux !

Lorsque La Poste se donne pour « ambition d'être reconnue en matière de management et de qualité de vie au travail » en créant un Institut du Management, on pourrait s'attendre à une meilleure considération des cadres. Nenni, non seulement elle affirme sa volonté de « sanctionner les cadres qui dérapent », elle attise rancœurs et propos populistes en opposant de façon quasi systématique exécution et cadres. A travers les postures de certaines directions, le non respect de ses engagements, comme l'ouverture de négociations sur l'encadrement, et une politique salariale au rabais, déni de reconnaissance des qualifications, elle entretient un discours anticadres, noyant ainsi sa propre responsabilité dans des choix catastrophiques pour les salariés et le service public.

Mauvais début de Wahl

Les premières indications du nouveau PDG sont conformes à ses propos préalables à sa prise de fonction. Le recul du Chiffre d'affaires étant plus fort que prévu en 2013, il impose son plan d'actions qui se traduit par 120 Millions d'€ d'économies et 60 Millions de provisions sur les dispositifs de fin de carrière. Le signal est clair, il s'agit dans un temps très court de faire baisser la « *dette sociale* » du groupe en remettant en cause les droits à congés. Au Courrier, cela s'est vu à l'occasion du « pont » de la Toussaint. Dans les Centres Financiers, une pétition est massivement signée, faisant le lien avec l'emploi, le temps et les conditions de travail. Ces premières réactions témoignent aussi d'une volonté délibérée de La Poste de placer les cadres en 1ère ligne afin qu'ils encaissent la contestation d'une stratégie qu'ils n'ont pas choisie.

Branche Télécoms

Tous les cadres, c'est TOUS !

En 2013, tous les cadres ont eu une augmentation de 750 €. Tous ? Non, car 239 d'entre eux, fonctionnaires, se sont vu retirer de cette somme le montant de l'augmentation du minima du Complément FT au 1^{er} juillet.

La CGT a interpellé la direction de FT, et a été entendue, ces 239 cadres vont avoir un rattrapage. Et mieux, les 150 cadres fonctionnaires ayant obtenu les 750 € prévus, mais pas l'augmentation du minima de CFT au 1^{er} juillet qu'ils auraient pu avoir, la direction va leur verser cette augmentation du minima.

Grâce à la CGT, les 389 cadres fonctionnaires concernés vont être rétablis dans leur droit !

La CGT reste vigilante sur l'application de cet accord, comme des autres, particulièrement sur l'esprit dans lequel les différents articles ont été écrits !

T'en fais pas, on va bien te trouver quelque chose à faire

Petite fiction : vous êtes à votre bureau, votre n+1 arrive et vous dit : « termine ce que tu fais, pour la prochaine fois, c'est l'équipe de machin qui s'en chargera, on a mutualisé... » et devant votre regard sidéré il vous rassure immédiatement : « Fais pas cette tête, on va bien te trouver quelque chose à faire ! ».

Cette expression caricaturale est pourtant en train de devenir monnaie courante dans de nombreux services d'Orange, au national ou en région.

On pense bien faire, rassurer... Mais peut-on voir ici « la capacité donnée à chaque salarié de l'entreprise de se « reconnaître » dans son travail, c'est à dire de pouvoir être fier de son travail ».

Si vous, ou quelqu'un que vous connaissez, vivez cette situation, parlez-vous en, et réagissez ensemble.

Fédération des Activités Postales et de Télécommunications CGT

Union Fédérale des Cadres

263, rue de Paris - Case 545 - 93515 Montreuil Cedex - Tél : 01 48 18 54 30 - Fax : 01 48 59 25 22

Courriel : ufc@cgt-fapt.fr - Pages UFC Retrouvez-nous sur notre site : <http://www.cgt-fapt.fr> espace Cadres

Échos

Côté salaires : Rien ?

L'enquête INSEE sur les salaires, publiée le 31 octobre, montre que les cadres (hors ceux des assurances et finances) ont vu leur salaire diminuer de 1,5% et que l'écart salarial femmes-hommes reste significatif (moins 19,3% pour les femmes). Les salaires font du sur place avec une augmentation de 0,2% en € constants, il s'agit du plus mauvais résultat depuis 2004. En 1981 les dividendes versés aux actionnaires représentaient 10 jours de travail, en 2012 ils en représentent 45 !

La CGT exige du gouvernement qu'il mette fin au gel de l'indice dans la Fonction Publique et du patronat qu'ils ouvrent les négociations salariales.

Ce sont là des conditions pour relancer la croissance, l'argent existe pour revaloriser le travail et créer des emplois !

Economie

Le vent tourne dans le monde économique

On pourrait se demander si nous ne sommes pas devant une nouvelle donne sociale. Après des années de délocalisation, on assiste à une montée en puissance des revendications salariales dans des pays comme l'Indonésie ou le Bangladesh.

On sait également qu'en Chine de nombreuses grèves ont eu lieu. Là-bas comme ici, la question posée est celle du partage de la richesse. En 1950, pour 100 € de masse salariale, les entreprises versaient 9,5 € de dividendes et 4,5 € de charges. Aujourd'hui, pour 100 €, les propriétaires reçoivent 36 € et les créanciers 10 €.

C'est dans cette financiarisation de l'économie que se niche la crise, pas dans nos salaires et encore moins dans ceux des travailleurs des pays émergents.

Vas-y Bill !

« *La culpabilité me gagne et je commence à me désoler pour les gens moins gâtés* », écrit l'un des ultra-riches américains, un cadreur de la finance, Bill Gross, à ses clients du fonds d'investissement Pimco.

Il critique la façon dont les entreprises américaines réalisent aujourd'hui leurs profits, estimant que ce n'est pas à la faveur de ventes meilleures mais de « coupes dans les dépenses ».

A la banque centrale américaine, les injections de liquidités à hauteur de 85 milliards de dollars par mois « vont *directement dans les actifs risqués au lieu d'aller dans des usines productives et des équipements* ».

Bill Gross appelle les riches à payer l'impôt alors que la culture américaine incline les gens à faire le bien autour d'eux dans une vision plutôt charitable.

International

Assassinat de deux journalistes au Nord Mali

Plus de cent journalistes ont péri dans le monde l'an dernier durant l'exercice de leur profession. Et la série continue : deux journalistes de RFI viennent de périr en mission au Nord Mali.

Les auteurs de cette tuerie tentent d'imposer une fois de plus la loi du silence et d'empêcher l'opinion publique d'être éclairée sur la situation au Mali.

C'est le droit à l'information qui est ainsi mis à mal. RFI a déjà été durement frappée en 2001 avec la disparition de Johanne Sutton en Afghanistan et en 2003 avec celle de Jean Hélène en Côte d'Ivoire. Le SNJ-CGT adresse ses condoléances et son soutien aux familles des victimes ainsi que sa solidarité aux journalistes de RFI.

Rejoignez l'Union Fédérale des Cadres CGT sur son site www.cgt-fapt.fr espace Cadres

Échos

Général, nous voilà !

Orange Campus Marseille a innové en invitant un général d'aviation, leader de la Patrouille de France, pour animer une conférence intitulée : « Comment maintenir la dynamique et la performance évolutive? ».

Le but était de montrer l'importance de la cohésion d'équipe dans des conditions particulières en maintenant l'excellence ... Traduit en langage commun, le but était de montrer aux cadres que si les objectifs infernaux ne sont pas tenus, ce n'est pas dû aux suppressions d'emplois, ni même aux conditions de travail qui se dégradent, encore moins à un marketing « sous amphétamines », mais simplement en raison de leur méconnaissance du management ...

Heureusement que Pinochet est décédé, sinon on avait droit à « *comment taire les critiques non constructives* » !

Social

Bonnet Rouge ? !!!

La fronde antifiscale organisée en sous-main, voire ouvertement par le patronat et les élus de l'UMP en Bretagne n'a que peu à voir avec les intérêts des salariés dont le mécontentement légitime est aujourd'hui instrumentalisé. A l'évidence, les initiateurs de la manifestation du 2 novembre à Quimper ne portent pas les revendications des salariés. Ce sont ceux qui licencient qui veulent aller encore plus loin dans leur stratégie de destruction sociale.

De fait, les organisations syndicales bretonnes CGT, Solidaires et FSU ont appelé à un rassemblement à Carhaix le même jour pour porter leurs exigences, s'opposer aux fermetures d'entreprises, aux suppressions d'emploi, et à la casse des services publics et de la protection sociale.

Une réforme fiscale en profondeur

A l'heure où le gouvernement recule encore une fois devant les exigences patronales (écotaxe...), le changement de cap fiscal promis n'est pas à l'horizon.

La fiscalité est injuste et inefficace, car elle repose plus sur la TVA que sur l'impôt sur les revenus. Elle taxe plus le travail que le capital, et les multiples niches fiscales et exonérations de cotisations représentent plus de 200 milliards d'€ par an de cadeau fait aux entreprises sans aucun contrôle de leur utilisation.

La CGT veut une véritable réforme fiscale. Elle fait des propositions pour un système fiscal qui prenne en compte les capacités financières de chaque citoyen et permette de distribuer ces richesses collectives à l'ensemble de la population en fonction de ses besoins.

Égalité

Hasta siempre FMI !

Dans son rapport semestriel sur les finances publiques, le Fonds Monétaire International (FMI), connu pour défendre le plus grand libéralisme, s'inquiète aujourd'hui du caractère moins redistributif des impôts dans le monde et particulièrement dans les pays riches en pleine austérité.

La part des impôts indirects, proportionnels à la dépense et non aux revenus, a progressé dans le total des prélèvements dans la plupart des pays depuis le début de la crise économique en 2008.

De plus, la progressivité des impôts sur le revenu a diminué à cause de la réduction des taux d'impositions sur les revenus les plus élevés.

Par conséquent, le FMI recommande d'augmenter les impôts sur le patrimoine, encore plus inégalement réparti que les revenus.